

Résultat de notre jeu n°1 sur l'Autre Europe: La profession de foi de l'UMP du 7 juin 2009

QUAND L'EUROPE VEUT, L'EUROPE PEUT.

Le 7 juin, c'est le moment de construire une autre Europe. Une Europe qui n'a pas honte de défendre ses valeurs, son identité et son idéal de solidarité. Une Europe qui n'hésite pas à défendre ses intérêts.

C'est le moment de transformer l'Europe pour qu'elle ne soit plus l'alibi de tous nos abandons mais l'expression d'une volonté commune. L'Europe doit changer. Une autre Europe est possible.

La Présidence Française l'a prouvé.

**LE 7 JUIN,
VOTEZ POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE.**

**UN SEUL
TOUR**

UMP
LE MOUVEMENT POPULAIRE

LA BANCHE
MÉDICINE

Le Nouveau
Centre

Participez à la campagne sur www.ump2009.eu

ÉLECTIONS EUROPÉENNES LE 7 JUIN 2009

*'L'Europe de l'impuissance,
la France n'en veut plus.'*
Nicolas Sarkozy

Le choix n'a pas été facile à faire parmi l'ensemble des contributions qui nous sont parvenues. Nous avons en effet été surpris par la qualité générale de l'analyse et de la réflexion des textes qui nous ont été expédiés.

Nous en sommes extrêmement heureux car ils prouvent que les Français sont bien plus intelligents que les médias et les politicards veulent le croire. Ils démontrent également que les Français ont un très grand soif de retour à la politique, mais une politique dans le sens le plus noble du terme.

Pour tenter de faire un choix rationnel, nous avons privilégié les contributions les plus complètes, les plus claires, et celles qui apportaient des éléments d'information complémentaires, et des éclairages nouveaux.

Après délibération, nous avons décidé de désigner non seulement un gagnant mais aussi un 2ème et un 3ème Prix. Notre choix a été le suivant :

- - **NOTRE GAGNANT : M. Amine M. (il ne souhaite pas que son nom soit publié) (Département de la Loire - 42).** Son travail a été remarquablement méthodique et exhaustif, et d'une logique implacable.
- - Notre 2ème Prix : M. Cyril CARBONNEL (Département de l'Hérault - 34)
- - Notre 3ème Prix : Mme Corinne MAILLE (Département de l'Eure - 27)

Ces 3 contributions sont mises en ligne ci-dessous.

Union Populaire Républicaine | UPR

L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro. Elles sont également mises en ligne sur notre site officiel.

Nous félicitons chaleureusement ces 3 lauréats !

[NOTA : même s'ils en sont évidemment très proches, les points de vue exprimés par les auteurs ne représentent pas nécessairement les positions officielles de l'UPR]

RAPPEL DE LA PROFESSION DE FOI À DÉCRYPTER

QUAND L'EUROPE VEUT L'EUROPE PEUT



Michel BARNIER **Rachida DATI** **Jean-Marie CAVADA**



LE 7 JUIN, VOTEZ POUR LA LISTE DE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

4 - MARIELLE GALLO	12 - ANNE BERNARDIN	19 - MARC D'HERE
5 - PHILIPPE JUVIN	13 - GILLES NORROY	20 - SONIA IMLLOUL
6 - CONSTANCE LE GRIP	14 - CHRISTELLE DE OLIVEIRA	21 - HUGUES RIBAUT
7 - XAVIER LEMOINE	15 - GILLES LABORDE	22 - CATHY BISSONNIER
8 - VÉRONIQUE COTE-MILLARD	16 - FRANÇOISE DUSSUD	23 - FRANÇOIS MERLET
9 - JEAN-DIDIER BERTHAULT	17 - CLAUDE PONS	24 - MARYLIN FLET
10 - CÉLINE MARTIN	18 - CAMILLE BEDIN	25 - JULIEN MUGERIN
11 - BENJAMIN LANCAR		26 - VALÉRIE SACHS



ÉLECTIONS EUROPÉENNES LE 7 JUIN 2009 CIRCONSCRIPTION ILE-DE-FRANCE

Impression de Campagne - Vu, les candidats, RCS 341 667 035

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 7 juin, vous voterez pour désigner les députés qui vous représenteront au Parlement européen. Alors que la crise économique est en train de changer le monde, nous devons nous tourner vers l'avenir. Plus que jamais nous avons besoin d'une Europe qui protège, nous avons besoin d'une Europe qui agit.

C'est le moment de construire une autre Europe, une Europe qui n'a pas honte de défendre ses valeurs et son idéal de solidarité. Une Europe qui n'hésite pas à défendre ses intérêts. C'est le moment de transformer l'Europe pour qu'elle ne soit plus l'alibi de tous nos abandons mais l'expression d'une volonté commune.

L'Europe doit changer. Une autre Europe est possible. La Présidence Française l'a prouvé. Nicolas SARKOZY a commencé à changer l'Europe. Le 7 juin, la question sera de savoir si nous voulons continuer.

Ensemble, avec la volonté et la détermination du Président de la République, nous changerons l'Europe pour mieux protéger les Français.

DEVANT LES FRANÇAIS, NOUS NOUS ENGAGEONS.

1. Nous nous engageons à **refuser l'adhésion de la Turquie** à l'Union européenne. Pour une raison simple : **l'Europe doit avoir des frontières** et, qu'on le veuille ou non, la Turquie n'est pas en Europe.

2. Nous nous engageons à **défendre**, en matière commerciale, industrielle et agricole, **la préférence communautaire** contre la concurrence déloyale de certains pays. Il n'y a pas de raison que l'Union européenne soit le seul continent du monde à ne pas protéger ses travailleurs et son économie.

3. Nous nous engageons à **soutenir** en Europe une **politique de lutte résolue contre l'immigration clandestine**. Nous refuserons les régularisations massives d'immigrés clandestins et nous demanderons une meilleure surveillance des frontières de l'Europe.

4. Nous nous engageons à **soutenir** la mise en place d'une véritable **politique industrielle européenne** : une Europe vivante, c'est une Europe avec des usines.

5. Nous nous engageons à faire de **l'Europe un modèle de régulation financière** : nous ferons entendre notre voix pour **défendre le capitalisme des entrepreneurs** contre le capitalisme des spéculateurs.

6. Nous nous engageons à réorienter notre modèle économique et social vers une **nouvelle croissance verte** fondée sur l'innovation. L'Europe doit développer des technologies qui seront sources de compétitivité et d'emplois pour notre pays et notre continent.

MICHEL BARNIER

RACHIDA DATI

JEAN-MARIE CAVADA



VU LES CANDIDATS RCS 341 697 033

NOTRE GAGNANT : CONTRIBUTION DE M. Amine M. (Département de la Loire - 42)

Il s'agit d'un document de campagne distribué par l'UMP, juste avant les élections européennes de 2009, dans la circonscription de l'Île de France. Ces élections devaient permettre aux Français de choisir les 72 députés représentant la France au Parlement européen pour une législature de cinq ans (2009-2014). Dans cette élection où le taux d'abstention atteignit un niveau record (59,37 %), c'est l'UMP/ Nouveau Centre qui remporta le plus de sièges avec 27,88% des suffrages exprimés (soit 22 sièges).

LE RECTO

Avant d'analyser les propositions du verso, attardons nous un instant sur le slogan : « *Quand l'Europe veut, l'Europe peut* ».

Ce slogan semble vouloir montrer que l'UMP a la légitimité de parler au nom de l'ensemble des pays de l'UE. La photo des 3 têtes de liste, affichée juste sous l'accroche, accrédite cette volonté. Mais, paradoxalement, il donne aussi à penser que la couleur du vote de l'électeur n'a strictement aucune importance puisque comme le dit le slogan, c'est l'Europe qui « *peut* ».

Au-delà de cet aspect, **il est intéressant de noter que ce slogan ne pourrait décentement pas être réutilisé aujourd'hui**. Il est en effet en décalage complet avec la situation actuelle, caractérisée précisément par l'incapacité des dirigeants européens à se mettre d'accord. Les événements ont prouvé que l'Europe ne veut ni ne peut !

LE VERSO

Au verso, le tract comporte 4 paragraphes d'introduction et 6 points correspondants aux 6 engagements de l'UMP pour cette législature.

1) « Une Europe qui protège »

Rappelons le contexte : en juin 2009, nous étions au lendemain de la crise des « subprimes » et en pleine crise financière, une crise financière qui couve par ailleurs toujours actuellement. Dans un environnement difficile économiquement, il est surprenant de voir que **l'UMP ne propose pas de lutter contre la crise mais seulement de se « tourner vers l'avenir », sans autre précision.** C'est un peu comme si le parti au pouvoir acceptait cet état de fait et regardait au loin pour ne pas à supporter la vue des problèmes actuels non résolus.

Le premier paragraphe se conclut ainsi : « *Plus que jamais, nous avons besoin d'une Europe qui protège, nous avons besoin d'une Europe qui agit* ». **Cela a de quoi faire rire jaune aujourd'hui, car entre temps la crise de l'euro qui s'est ajoutée à la crise financière a montré la vacuité totale de cette affirmation.**

Les paragraphes suivants développent l'idée de la construction d'une « autre Europe ».

2 remarques s'imposent à un esprit logique :

- - L'UMP reconnaissait donc que l'Europe de 2009 n'était pas une « *Europe qui protège* » puisque c'est le souhait de transformation qu'elle formulait à son égard.
- - L'UMP ayant remporté les élections, nous aurions pu penser qu'elle s'attellerait à rendre l'Europe comme elle le promettait à ses électeurs, c'est-à-dire plus « protectrice » et davantage « actrice ». Cela n'a visiblement pas été le cas. Les 2 ans et demi écoulés depuis ces élections ont même révélé que c'est le contraire exact qui s'est produit : l'Europe est de moins en moins « protectrice » et de plus en plus « spectatrice » de sa destinée, désormais fixée par Goldman Sachs et les agences de notation.

En bref, **tout cela signifie que l'Europe n'apportait pas les protections suffisantes contre les crises financières avant 2009, qu'elle les apporte encore moins depuis cette élection européenne, et que les promesses de l'UMP en la matière, vues avec 2 ans et demi de recul, apparaissent comme des mensonges à l'égard des Français.**

2) « Une Autre Europe »

L'UMP appelle ensuite de ses vœux la construction d'une « *autre Europe* » : il faut « *construire* », « *transformer* », « *changer* » (répété 3 fois) l'Europe. Depuis 2009, nous avons assisté à de multiples sommets, à des plans d'aide massifs, non pas pour « *mieux protéger les Français* » mais pour sauver l'euro et plusieurs banques de la catastrophe. Cela signifie que les Français ne sont pas mieux protégés qu'en 2009 ; pire encore, ils subissent de plein fouet les spéculations exercées sur la monnaie commune.

L'UMP souhaite que l'Europe n'ait pas honte de défendre son « *idéal de solidarité* ». Nous voyons avec le recul que l'Europe est une somme d'intérêts contradictoires. L'Allemagne n'est pas solidaire de la Grèce dans la terrible crise qu'elle traverse puisque au contraire, elle l'oblige à aller vers davantage d'austérité pour ne pas compromettre ses intérêts personnels. **Nous pouvons dire aujourd'hui que l'UMP a fait croire aux Français qu'ils avaient le pouvoir de changer l'Europe alors qu'il occultait un fait essentiel : la France n'est qu'un pays parmi 27.**

3) L'UMP « s'engage devant les Français »

a/ L'objectif n°1 est de refuser l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne.

Il est étonnant de voir cet objectif en priorité n°1 alors que le paragraphe précédent laissait entrevoir un changement des institutions actuelles. Ce n'est pas tout. La France n'étant qu'une voix parmi 27, comment garantir que le souhait numéro 1 de l'UMP sera exaucé ? En dépit des intérêts divergents entre pays, comment empêcher aussi que l'opposition pense autrement ?

N'oublions pas non plus que l'entrée de la Turquie dans l'UE cache des intérêts géopolitiques qui dépassent l'Europe. Les États-Unis se sont fait les défenseurs de cette adhésion et il est très probable que la position américaine a influencé quelques dirigeants de l'Union. **Laisser penser que l'UMP a le pouvoir de dire non à la Turquie relève de la malhonnêteté.**

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Terminer par « *L'Europe doit avoir des frontières et, qu'on le veuille ou non, la Turquie n'est pas dans l'Europe* » n'est pas aussi logique que la première lecture aurait pu laisser le penser. **En effet, si l'Europe devait avoir des frontières, alors la Russie devrait être aussi dans l'Union Européenne. Or ce n'est pas le cas. Qui décide donc de l'entrée de tel ou tel pays ?**

b/ La deuxième proposition est assez paradoxale.

L'UMP reconnaît que l'UE est « *le seul continent [sic] du monde à ne pas protéger ses travailleurs et son économie* ». Très bien. Mais cela revient à dire qu'**en 2005, la gigantesque campagne du « oui » - notamment conduite par l'UMP - s'est faite en sachant parfaitement que l'Europe ne « protégerait pas les travailleurs français ».** !

En 2009, l'UMP proposait donc de remédier à cette situation en défendant « *la préférence communautaire* ». Depuis 2009, les traités n'ont pourtant pas évolué, ce qui revient à dire que la situation est aujourd'hui la même qu'elle l'était avant les élections. Et pour cause ! Cette situation est rendue possible par plusieurs articles du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment les articles 32 et 63 du TFUE qui préconisent plus d'échanges commerciaux et de compétitivité. Conformément à cette recommandation, les entreprises ont pu délocaliser leur production dans les pays à bas coûts.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'UMP n'a pas été capable de mettre en application son engagement numéro 2, à savoir imposer au sein de l'UE la préférence communautaire. Cela signifie 2 choses :

- **D'autres pays s'y opposent, auquel cas les électeurs français doivent être informés du fait que leur bulletin de vote n'a eu aucune importance.**
- **L'Europe n'a pas évolué et donc comme le reconnaît l'UMP, « elle est TOUJOURS le seul continent du monde à ne pas protéger ses travailleurs et son économie ».**

c/Le thème de l'immigration

L'UMP s'engage à « *soutenir en Europe la lutte résolue contre l'immigration clandestine* ». Le terme soutenir est souligné en gras, pour bien montrer qu'il s'agissait à l'époque d'une des lignes politiques de l'Union. Qu'en est-il réellement ? L'Europe est aujourd'hui la région du monde où arrivent les plus importants flux de migrants : il y a entre chaque année plus de migrants légaux (1,4 million) que dans l'ensemble États-Unis + Canada + Australie (850 000).

Cette situation n'est pas étonnante au vu des traités européens. L'article 77 du TFUE précise : « *L'Union développe une politique visant : à assurer l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures [...]* ».

Cela signifie 2 choses :

- **L'UMP tente de faire croire que l'Europe lutte contre l'immigration clandestine alors qu'en réalité les traités favorisent plusieurs formes d'immigration**
- **L'UMP fait croire qu'elle peut mener la politique qu'elle souhaite sur ce sujet, alors qu'elle ne peut s'opposer aux traités européens.**

4/ L'UMP reconnaît « qu'une Europe vivante, c'est une Europe avec des usines »

Doit-on en déduire qu'une Europe sans usines est une Europe morte ? Force est de constater que l'industrie française souffre de la perte de 800 à 1000 emplois industriels par jours ouvrables. C'est la faute, comme on l'a cité tout à l'heure, des articles 32 et 63 du TFUE, qui donnent un feu vert sans aucun contrôle aux délocalisations. Précisons que la valeur élevée de l'euro n'arrange pas les choses.

« *Soutenir la mise en place d'une véritable politique industrielle européenne* » n'est malheureusement qu'un vœu pieu, en l'absence de réformes des traités. **Les députés européens de la majorité présidentielle n'ont pas œuvré dans ce sens. Ils ont donc trahi leurs engagements.**

5/ Une Europe modèle de régulation financière

L'actualité rentre malheureusement en parfaite contradiction avec cet engagement émis en 2009, en pleine crise financière. Comme nous l'avons précisé, une crise de l'euro s'est ajoutée à cette dernière. L'euro a été la cible du « capitalisme des spéculateurs », alors que l'UMP devait s'assurer du contraire dans ses engagements de 2009. **La promesse n'a donc pas été tenue et pire encore, la situation s'est aggravée.** « Le modèle » peine à voir le jour et il ne verra probablement jamais jour, tant les dirigeants européens ont du mal à se mettre d'accord.

6/ En période de crise, l'UMP choisit de terminer son tract par un engagement de croissance.

A défaut de croissance économique générale, **il s'agira uniquement « de croissance verte » dont on ne sait pas à quoi au juste elle fait allusion.** Nous sommes en période de récession et nous n'avons pas changé de modèle économique comme le prévoyait l'UMP. Si l'Allemagne s'est engagée vers la sortie du nucléaire, ce n'est pas encore le cas en France. Au sujet des énergies renouvelables, la France est trop dépendante des exportations ce qui l'empêche de développer des emplois dans ce secteur.

CONCLUSION

Cette analyse rétrospective permet de dresser un bilan des conséquences de l'élection européenne de 2009 sur l'Europe et la France.

L'UMP qui était arrivée en tête des suffrages n'a visiblement pas imposé ses vues aux dirigeants européens, à supposer même qu'elle ait tenté de le faire.... La situation actuelle est en contradiction totale avec les promesses électorales de l'UMP. Ce n'est pas surprenant puisque son programme était incompatible dès le départ avec les traités européens. Le traité de Lisbonne ayant été ratifié en 2007, l'UMP savait parfaitement à quoi s'en tenir en juin 2009. **Elle savait donc que pour réaliser son programme, il lui faudrait modifier les traités qu'elle venait à peine de ratifier, d'ailleurs en violant le référendum de 2005. Elle le savait mais elle ne l'indique pourtant pas dans son tract.**

Le tract use cependant abondamment du champ lexical du changement tout en restant vague sur la façon de s'y prendre. Le paragraphe situé avant les propositions se terminant même ainsi : **« Ensemble, avec la détermination du Président de la République, nous changerons l'Europe, pour mieux protéger les Français ».** Les engagements de l'UMP rédigés sous cette forme sont particulièrement trompeurs et manipulateurs. Le recul nous permet aujourd'hui de le certifier.

Amine M.

NOTRE 2ème Prix : CONTRIBUTION DE M. Cyril CARBONNEL (Département de l'Hérault - 34)

La profession de foi de l'UMP et du Nouveau Centre

1. Refus de l'adhésion de la Turquie

Passons outre l'affirmation selon laquelle la Turquie n'est pas géographiquement en Europe (3% de son territoire en fait tout de même partie), pour nous attarder sur les "oublis" en matière géopolitique.

Pour un pays qui « *n'est pas dans l'Europe* » (sic), la Turquie est, tout de même, membre du Conseil de l'Europe, depuis 1949. Elle fut un des États fondateurs de l'OCDE (remplaçant alors l'ancienne Organisation Européenne de Coopération Économique créée en 1948 et dont la Turquie faisait déjà partie). Elle a rejoint l'OTAN en 1952. Et elle est devenue membre de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) en 1973. Excusez du peu ! La Turquie est candidate depuis 1963 à l'entrée dans le marché commun puis dans l'UE, avec laquelle elle a conclu un accord d'union douanière. Tout ceci répondra sûrement à l'argument UMP/NC sur les « *frontières de l'Europe* »...

En termes géostratégiques, la Turquie est un carrefour d'échange économique entre l'Orient et l'Occident,

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
positionnée sur des oléoducs d'importance stratégique. Pourquoi alors vouloir la repousser pour d'obscures raisons électoralistes (ha, qu'il est doux le chant des sirènes du FN...) ?

2. Défense de la préférence communautaire

Dans cette profession de foi, l'UMP et le NC prétendent vouloir se défendre, en matière commerciale, industrielle et agricole, contre la concurrence déloyale de certains pays. Voilà qui est très bien. Mais la tâche risque d'être fort difficile car **si l'on ouvre les textes du traité de Lisbonne - que l'UMP et le NC ont ratifié** - il y est inscrit un article fort troublant : c'est l'article 32 du TFUE, nœud du problème, qui charge la Commission européenne de « *promouvoir les échanges commerciaux entre les états membres (de l'Union) et les pays tiers (Chine, Inde, etc...)* ». Il demande également à faire évoluer les conditions de concurrence de manière à « *accroître la force compétitive des entreprises* »...

Nous sommes ici très loin des souhaits affichés par l'UMP/NC devant leurs électeurs ! S'ils veulent vraiment mettre en œuvre ce qu'ils promettent aux électeurs, l'UMP et le NC devront donc dénoncer cet article qu'ils ont ratifié un an avant... Et s'ils veulent arriver à leur fin, il leur faudra obtenir un accord à l'unanimité ! Je doute qu'ils y arrivent, surtout avec une Allemagne qui a un très fort taux d'exportation en dehors de l'UE et en particulier vers les pays émergents...

3. Lutte contre l'immigration clandestine

« *Nous ne pouvons pas recevoir toute la misère du monde* », disait un fameux Premier Ministre. Soit. Mais pour que cette incantation se réalise, il faudra dénoncer les accords de Schengen car, pour mémoire, les frontières internes des États n'existent plus. Comment l'UMP/NC comptent-ils faire ? Mystère...

4. Une politique industrielle européenne

Prôner une « *véritable [sic] politique industrielle européenne* » démontre que pour l'instant, il n'en est rien. Comment l'UMP/NC arriveront-ils à stopper la fuite massive de toute notre industrie hors du pays et hors de l'UE sans dénoncer l'article 32 du TFUE, véritable porte ouverte aux délocalisations, mais aussi l'article 63 dont je vais parler au point suivant ?

5. Défendre le capitalisme des entrepreneurs

L'UMP/NC entendent réguler la finance (une fois de plus) et faire entendre leur voix pour défendre les entrepreneurs plutôt que les spéculateurs. Il y a cependant un hic, qui s'appelle l'article 63 du TFUE.

L'article 63 du TFUE, véritable robinet de la finance mondiale, interdit de restreindre les mouvements de capitaux ainsi que les paiements entre les états membres et les pays tiers. En clair, tant que cet article sera présent dans le traité de Lisbonne, les vœux de l'UMP/NC resteront des vœux pieux.

Comptez sur le Royaume Unis, qui a misé presque toute son économie sur le financier, pour défendre bec et ongle ses propres intérêts, et s'opposer à toute idées de radiation du-dit article.

6. Une nouvelle croissance verte

L'UMP/NC veulent réorienter notre modèle économique et social vers une croissance verte. Soit. Mettre "un peu de couleur" dans son programme ne fait pas de mal... Mais, concrètement, est-ce que cela veut dire qu'ils vont enfin s'attaquer aux implantations d'OGM sur les États de l'Union ? Vont-ils s'opposer aux farines animales qu'il est question de réintroduire dans l'alimentation des troupeaux ? Vont-ils enfin dénoncer les scandales alimentaires récurrents et couverts, le plus souvent, par la Commission européenne ?

Flou artistique sur tous ces sujets, comme sur tout le reste...

En conclusion, ce programme n'est qu'une addition de bonne intentions. **Léger détail tout de même, l'UMP/NC oublie manifestement que nous sommes 27 États souverains dans l'Union européenne. Chaque État aura son mot à dire pour contrer ou amender leurs propositions. Que restera-t-il alors de cette profession de**

Des électeurs déçus, très certainement...

Cyril CARBONNEL

NOTRE 3ème Prix : CONTRIBUTION DE Mme Corinne MAILLE (Département de l'Eure - 27)

« Quand l'Europe veut, l'Europe peut »

Ce superbe slogan est une trouvaille de l'UMP qui fait décidément une guerre de communication pour se placer dans les bonnes grâces des Français.

La première remarque que je ferai, c'est que l'Europe y est personnifiée. À présent, elle a une volonté, et même du pouvoir. L'ennui, c'est qu'elle semble de plus en plus étrangère aux Européens qui la composent. Ils en sont les victimes et non les acteurs. Il serait plus judicieux de se demander ce que veulent les Européens.

Avec la suite du document, on voit que le protectionnisme est de retour. On rassure, il n'y a plus de frontières entre les États membres, mais il y en a aux portes de l'Europe. **En premier lieu, la Turquie. Les Français sont en grande majorité opposés à son entrée dans l'Union Européenne, profitons en ! Tant pis si Michel Barnier, tête de liste, a activement milité pour son adhésion avant 2006, tant pis aussi si le député européen Françoise Grossetête avait appelé à voter le budget de pré-adhésion. À l'UMP, on a des idées, mais ce ne sont pas toujours les mêmes.** L'immigration clandestine, en revanche, fait toujours recette en faisant appel aux plus bas instincts de ceux qui craignent qu'on leur prenne le peu qu'ils ont réussi à garder. Le pire, c'est quand la discrimination est intra-européenne, comme on l'a vu avec l'évacuation brutale des Roms.

La concurrence déloyale de certains pays en matière économique est soulignée. Pour voir un peu comment ça se passe, je suis allée sur le site de l'INSEE et j'ai consulté les chiffres de la balance extérieure. Outre le commerce avec notre plus proche voisin, l'Allemagne, avec lequel les échanges sont les plus importants, j'y ai constaté un déficit en 2009 de plus de 22 milliards d'euros avec la Chine.

Pour me convaincre de l'action efficace des UMPistes, qui ont obtenu la majorité à cette élection, j'ai alors regardé l'évolution de ces chiffres... Et j'ai constaté que le déficit avec la Chine s'était encore accru en 2010 jusqu'à atteindre 26,4 milliards d'euros. Il s'agit des chiffres pour la France, mais il faut également avoir à l'esprit que le volume des importations en provenance de la Chine a représenté en 2009, 17,7% du volume total des importations de l'UE. **Il semblerait que les produits fabriqués en Chine se rient des frontières inventées pour l'Europe. Où est la protection promise pour les travailleurs et pour l'économie ?**

L'engagement sur une véritable politique industrielle de l'Europe, n'est pas crédible non plus. Le nombre des entreprises qui ferment est en augmentation constante et seul le tour de passe passe de l'auto-entrepreneur permet, dans les statistiques, de maintenir des chiffres corrects en doublant le volume des créations. L'auto-entrepreneur, pour les statistiques, c'est un chômeur de moins et une entreprise de plus. Dans la pratique, c'est un bénéficiaire des minima sociaux qui tond la pelouse de ses voisins pour avoir de quoi manger. C'est sans doute ce que l'UMP veut dire en proposant de « défendre le capitalisme des entrepreneurs contre le capitalisme des spéculateurs ».

Le modèle de régulation financière a atteint ses limites. Les dépenses explosent, pour des motifs qui paraissent bien futiles, et les rémunérations indécentes des financiers écoœurent ceux qui ont de la peine à s'en sortir. Les chiffres sont tellement énormes qu'ils ne signifient plus rien.

La dernière proposition est un modèle du genre : "composez-moi une phrase dans laquelle il y ait à la fois les mots croissance, vert, innovation, développement, compe?titivite? et emplois". Ça y est, vous l'avez : « *Re?orienter notre mode?le e?conomique et social vers une nouvelle croissance verte fonde?e sur l'innovation. L'Europe doit de?velopper des technologies qui seront sources de compe?titivite? et d'emplois pour notre pays et notre continent.* »

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Alors, est-ce bien cette Europe-là dont les Européens, et particulièrement les Français, veulent ?

Les hommes politiques font du spectacle et manipulent les résultats, mais les chiffres parlent pour ceux qui savent les lire. La véritable information serait l'explication de ces réalités sur les chaînes publiques aux heures de grande écoute et non les querelles de partis sur telle ou telle petite phrase qui indignent les uns et réjouissent les autres.

Et si, pour une fois, les Français retrouvaient leur liberté et prenaient le pouvoir au lieu de le laisser dans les mains de quelques-uns qui n'ont pas été élus ? Ce serait à coup sûr une nouvelle Europe dont les États auraient retrouvé leur indépendance et leur souveraineté, déliés de ce carcan que constitue l'Union Européenne.

Voilà la proposition que nous attendons.

Corinne MAILLE

ET MERCI À TOUS LES AUTRES CONTRIBUTEURS !

Il fallait bien faire un choix et nous n'avons pas pu tout retenir. Qu'ils sachent en tout cas que nous avons lu avec attention toutes leurs contributions, et que nous espérons qu'ils joueront de nouveau pour la suite...